



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

**ASSOCIATION CENTRE D'ETUDES ET
DE FORMATION DES SALAIRES DE
L'AGROALIMENTAIRE C.E.F.A.**

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 47/49, avenue Simon Bolivar
75950 PARIS CEDEX 19

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION CENTRE D'ETUDES ET DE FORMATION DES SALARIES DE L'AGROALIMENTAIRE C.E.F.A.

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 47/49, avenue Simon Bolivar
75950 PARIS CEDEX 19

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Assemblée Générale de l'**Association Centre d'Etudes et de Formation
des salariés de l'Agroalimentaire C.E.F.A.**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **Centre d'Etudes et de Formation des salariés de l'Agroalimentaire C.E.F.A.** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les règles et méthodes comptables de l'annexe indiquent que les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Associations et Fondations résultant du règlement de l'ANC 2018-01.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 20 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Cyrille BAUD

✓ Certified by  yousign

Cyrille BAUD

Bilan actif du CEFA 2024

BILAN ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	0 €	0 €	0 €	0 €
Comptes de liaison II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	153 151 €			
Créances clients, usagers et comptes rattachés		13 871 €	139 280 €	113 796 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	63 803 €		63 803 €	39 863 €
Créances CFDT	31 661 €	7 944 €	23 717 €	39 695 €
Valeurs mobilières de placement	27 178 €		27 178 €	26 818 €
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 259 562 €		1 259 562 €	939 832 €
Charges constatées d'avance	2 754 €		2 754 €	974 €
Total III	1 538 109 €	21 815 €	1 516 294 €	1 160 979 €
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	1 538 109 €	21 815 €	1 516 294 €	1 160 979 €

Bilan passif du CEFA 2024

BILAN PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	995 413 €	856 031 €
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur fonds propres)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs : fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	340 447 €	139 382 €
Situation nette (sous total)	1 335 860 €	995 413 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs : suite		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	0 €	0 €
Compte de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement		
Autres ressources		
Total III	0 €	0 €
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	33 746 €	33 169 €
Total IV	33 746 €	33 169 €
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	22 478 €	21 405 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	116 877 €	105 407 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 214 €	5 276 €
Dettes sphère CFDT	119 €	309 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total V	146 688 €	132 397 €
Ecart de conversion Passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V+VI)	1 516 294 €	1 160 979 €

Compte de résultat

	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTE DE RESULTAT CEFA		
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 608 851 €	1 229 923 €
dont parrainages		
Ventes de marchandises		
Production stockée		
Produit immobilisé		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	20 858 €	21 394 €
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 284 €	12 488 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 208 €	562 €
Autres produits (hors cotisations)		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 641 202 €	1 264 367 €
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	830 793	723 995
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	12 084 €	10 057 €
Salaires et traitements	301 258 €	264 167 €
Charges sociales	142 573 €	122 063 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Dotation aux dépréciations des immobilisations		
Dotation aux dépréciations de l'actif circulant		
Dotations aux provisions	22 393 €	10 295 €
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 388 €	1 156 €
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 310 489 €	1 131 733 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	330 712 €	132 634 €

	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTE DE RESULTAT CEFA		
Excédent ou déficit transféré		
Déficit ou excédent transféré		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 018 €	8 132 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	12 018 €	8 132 €
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	0 €	0 €
RESULTAT FINANCIER	12 018 €	8 132 €
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	0 €	0 €
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	0 €	0 €
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	0 €	0 €
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	0 €	0 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0 €	0 €
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	2 284 €	1 384 €
TOTAL DES PRODUITS	1 653 220 €	1 272 499 €
TOTAL DES CHARGES	1 312 773 €	1 133 117 €
EXCEDENT OU DEFICIT	340 447 €	139 382 €
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0 €	0 €
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0 €	0 €

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2024

SOMMAIRE

1	INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES.	7
1.1	Objet social, activités et moyens mis en œuvre.....	7
1.2	Les principaux faits marquants de l'exercice	8
1.3	Événements postérieurs à la clôture	8
2	PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION.....	8
2.1	Généralités.....	8
2.2	Méthode comptable.....	8
2.3	Amortissements et immobilisations	8
2.4	Stocks et travaux en cours	9
2.5	Usagers et comptes rattachés.....	9
2.6	Autres créances	9
2.7	Valeurs mobilières de placement.....	9
2.8	Fait générateur pour l'enregistrement des produits.....	10
2.9	Fonds propres et réserves.....	10
2.10	Fonds dédiés.....	10
2.11	Emprunts.....	11
2.12	Allocation de départ en retraite.....	11
2.13	Prime 25 ans d'ancienneté	11
3	NOTES SUR LE BILAN.....	12
	DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF	12
3.1	Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé et des amortissements	12
3.2	Usagers et comptes rattachés.....	12
3.3	Autres créances	12
3.4	Valeurs mobilières de placement.....	13
3.5	Disponibilités	13
3.6	Charges constatées d'avance	13
	DETAIL DES COMPTES DU PASSIF.....	14
3.7	Fonds propres	14
3.8	Fonds dédiés.....	14
3.9	Provisions pour risques et charges.....	14
3.10	Dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales et charges à payer	15
3.11	Produits constatés d'avance.....	16
4	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	17
4.1	Produits/charges et résultat d'exploitation	17
4.2	Produits financiers et charges financières	17
4.3	Produits exceptionnels et charges exceptionnelles	17
4.4	Impôt sur les sociétés.....	18
4.5	Informations relatives aux contributions volontaires en nature.....	18
5	AUTRES INFORMATIONS.....	19
5.1	Effectif au 31 décembre 2024.....	19
5.2	Engagements hors bilan donnés	19
5.3	Engagements hors bilan reçus.....	19
5.4	Parties liées entre FGA et CEFA.....	19
5.5	Compte épargne temps.....	19
5.6	Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature	20
5.7	Honoraires des commissaires aux comptes	20

1 INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1 Objet social, activités et moyens mis en œuvre

1.1.1- Objet social

L'association est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dénommée : « Centre d'Etudes et de Formation des salariés de l'Agroalimentaire » – CEFA.

1.1.2- Activités

L'association CEFA a pour objet de :

- Favoriser et mettre en œuvre la politique de formation déterminée par la Fédération Générale de l'Agroalimentaire CFDT à l'attention :
 - ✓ des responsables syndicaux, salariés ou retraités,
 - ✓ des adhérents CFDT,
 - ✓ de salariés ;
- Favoriser et mettre en œuvre la formation des représentants des salariés détenant des mandats dans le secteur agricole, agroalimentaire et artisanal, notamment : élus de CSE, Comité de groupe, Comité d'entreprise européen, et similaires de la Fonction Publique ;
- Favoriser et mettre en œuvre la formation des représentants des salariés, élus ou désignés, siégeant dans les diverses instances du secteur agricole, agro-alimentaire et artisanal conseils d'administration, commissions et instances diverses ;
- Construire, animer et diffuser toutes actions contribuant à la mise en œuvre de la politique de formation des acteurs sociaux ;
- Apporter assistance-conseil et expertises aux élus CSE, CHSCT, aux syndicats et sections syndicales du champ de la FGA CFDT ; mener des études socio-économiques ;
- Construire et réaliser toutes études contribuant à la politique de la FGA ;
- Réaliser les expertises auprès des CHSCT.

1.1.3- Moyens mis en œuvre

Moyens humains

Le CEFA est composé de formateurs salariés, d'ergonomes pour les expertises et d'une assistante de formation, à savoir : 6 équivalents temps plein au 31/12/2024.

Le CEFA a également renforcé le poste d'assistante de formation par une alternante pour une durée de 2 ans.

Sur 2024, nous avons fait appel également à 1 formateur extérieur (Convention de mise à disposition en jours).

Moyens financiers

Les revenus financiers du CEFA sont :

- la formation,
- l'expertise,
- les insertions publicitaires,
- d'éventuels frais d'inter-structure avec la FGA-CFDT

Le CEFA bénéficie également d'une subvention sur la formation syndicale par l'intermédiaire de la FGA-CFDT.

1.2 Les principaux faits marquants de l'exercice

Événements majeurs

Cette année, le taux de remplissage des formations n'a jamais été aussi élevé en comparaison avec les années précédentes.

1.3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement important, pouvant avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés, n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de l'établissement de l'annexe aux comptes sociaux.

2 PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.1 Généralités

Les comptes annuels du CEFA sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03 ayant valeur de plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23/11/2015 et du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des tableaux est présenté en euros sauf mention contraire.

2.2 Méthode comptable

Il s'agit du règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2.3 Amortissements et immobilisations

Les immobilisations et dépréciations sont enregistrées conformément à la réglementation CRC 2002-10 et 2004-06.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Aucune acquisition, ni aucune cession n'é a été enregistrée au cours de l'exercice.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes

de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables

La durée d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation.

Aucune acquisition, ni aucune cession n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

Amortissements des biens décomposables

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la valeur d'usage prévue.

2.4 Stocks et travaux en cours

L'association ne valorise pas de stock en fin d'année. De ce fait, aucune provision pour dépréciation des stocks n'est calculée.

2.5 Usagers et comptes rattachés

Les créances du CEFA sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.6 Autres créances

Les créances du CEFA sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur enregistrée au bilan.

- Subventions à recevoir

Néant

- Les autres créances

Le principal poste des autres créances correspond au client FGA-CFDT pour 63 803 €.

2.7 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières (VMP) sont constituées de différents instruments financiers de type monétaire.

Les instruments sont enregistrés à l'actif pour leur coût d'acquisition et une dépréciation est constituée dès lors que leur valeur de marché à la clôture de l'exercice est inférieure au coût d'acquisition.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence, mais sont comptabilisées au moment de leur réalisation.

2.8 Fait générateur pour l'enregistrement des produits

Les factures sont émises en amont lors de la génération de la convention de formation via le logiciel de formation (Gescof).

Les factures émises au titre des insertions publicitaires et d'éventuels frais d'inter-structure avec la FGA-CFDT sont, quant à elles, générées par le logiciel Gescom.

2.9 Fonds propres et réserves

Les fonds propres sont affectés à l'activité de l'association. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs. Ils sont constitués par le cumul des excédents et déficits des exercices antérieurs.

2.10 Fonds dédiés

Le solde au bilan de la rubrique fonds dédiés correspond, à la clôture de l'exercice, à la partie des ressources versées par les tiers financeurs et qui n'a pas encore été utilisée.
Aucun fond dédié n'est enregistré sur cet exercice 2024.

2.11 Emprunts

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont comptabilisés au passif du bilan lors de leur contraction. Chaque année, selon l'échéancier de remboursement des emprunts, le montant de l'emprunt est diminué de la valeur du capital remboursé. Les intérêts inhérents à cet emprunt sont comptabilisés en charges financières.
Aucun emprunt n'est enregistré sur cet exercice 2024.

2.12 Allocation de départ en retraite

La provision pour départ à la retraite est calculée conformément à l'accord collectif de travail du personnel du 19 septembre 2017 qui prévoit qu'une indemnité pour départ à la retraite est allouée à chaque salarié à l'issue de sa période de travail lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite.

Cette indemnité est estimée et calculée de la même manière à la fin de chaque exercice. L'âge de départ à la retraite est supposé être de 67 ans.

La probabilité de départ à la retraite des salariés est établie en fonction de l'ancienneté du personnel et si présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

5 salariés sont concernés par cette provision.

2.13 Prime 25 ans d'ancienneté

Conformément à l'accord collectif de travail du personnel du 19 septembre 2017, tout salarié ayant 25 ans d'ancienneté au sein du CEFA peut bénéficier d'une prime exceptionnelle égale à un mois de salaire.

Le CEFA a constitué une provision pour « prime 25 ans d'ancienneté » à la clôture de l'exercice 2024.

Le calcul est effectué en tenant compte à la clôture de l'exercice de l'ancienneté projeté du salarié.

1 salarié est concerné par cette provision.

3 NOTES SUR LE BILAN

DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF

3.1 Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé et des amortissements

L'Association ne dispose d'aucun actif immobilisé.

3.2 Usagers et comptes rattachés

Le total des créances « usagers et comptes rattachés » à la clôture de l'exercice s'élève à 153 151 €.

Créances CEFA	Montant brut total	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts			
Créances usagers et comptes rattachés	153 151 €	153 151 €	
Créances de l'actif circulant			
Autres créances (CFDT)			
Créances			
Total	153 151 €	153 151 €	

DEPRECIATIONS CEFA	DEBUT EXERCICE 01/01/2024	AUGMENTATIONS DOTATIONS	DIMINUTIONS REPRISES	FIN EXERCICE 01/01/2024
Sur créances usagers	-	13 871 €	-	13 871 €
Total dépréciations		13 871 €		13 871 €

3.3 Autres créances

Les autres créances se composent des contributions financières à recevoir et d'autres créances.

- Subventions et contributions financières à recevoir

Néant

- Autres créances

Le total des autres créances à la clôture de l'exercice s'élève à 63 410 €.

CREANCES	Montant brut total	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Autres Créances	63 410 €	63 410 €	-
Total	63 410 €	63 410 €	-

Le total des autres créances CFDT à la clôture de l'exercice s'élève à 31 661 €.

CREANCES CFDT	Montant brut total	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances CFDT	31 661 €	31 661 €	-
Total	31 661 €	31 661 €	-

L'essentiel de ces autres créances est composé de produits d'exploitation à recevoir liés à la formation.

L'échéance de ces autres créances est de moins d'un an.

DEPRECIATIONS CEFA	DEBUT EXERCICE 01/01/2024	AUGMENTATIONS DOTATIONS	DIMINUTIONS REPRISES	FIN EXERCICE 01/01/2024
Sur autres créances	-	-	-	-
Autres dépréciations Cpte Sphère syndicale CFDT	-	7 944 €	-	7 944 €
Total dépréciations	-	7 944 €	-	7 944 €

3.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'achat. Les mouvements à fin 2024 sur les valeurs mobilières de placement ont été évalués au coût d'acquisition pondéré pour les cessions et au coût d'achat pour les acquisitions.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence.

Valeurs mobilières de placement FGA-CFDT	2024	2023
ARIAL Assurances (CET)	27 178 €	26 818 €
Total	27 178 €	26 818 €

3.5 Disponibilités

Les disponibilités se ventilent comme suit au 31 décembre 2024 :

- d'un compte courant pour 506 672 €
- d'un livret A Associations pour 85 908 €
- d'un livret CSL Associations pour 666 972 €

3.6 Charges constatées d'avance

Une charge constatée d'avance est enregistrée sur l'exercice 2024 pour 2 754 €.

DETAIL DES COMPTES DU PASSIF

3.7 Fonds propres

Les fonds propres se répartissent comme ci-dessous au 31 décembre 2024 :

Fonds propres	2024
Autres fonds propres statutaires sans droit de reprise	995 413 €
Réserves pour projet de l'entité	-
Excédent de l'exercice	340 447 €
Total	995 413 €

L'évolution des fonds propres est constituée de l'excédent de l'exercice 2023, soit de 139 382 €.

Variation des fonds propres	2023	2024	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2024			
Fonds propres sans droit de reprise	856 031 €	139 382 €	-	-	995 413 €
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	139 382 €	-139 382 €	340 447 €	-	340 447 €
Situation nette	-	-	-	-	-
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Total	995 413 €	0 €	340 447 €	0 €	1 335 860 €

3.8 Fonds dédiés

Le CEFA ne comptabilise aucun fond dédié.

3.9 Provisions pour risques et charges

PROVISIONS	Montant à fin 2023	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Montant à fin 2024
Provisions pour risques et charges				
- Provisions pour départ à la retraite et prime 25 ans d'ancienneté	33 169 €	896 €	318 €	33 746 €
- Provisions pour risques	-	-	-	-
Total	33 169 €	896 €	318 €	33 746 €

La provision pour départ à la retraite s'élève à 32 719 € et la provision pour prime 25 ans d'ancienneté s'élève à 1 027 € à fin décembre 2024.

3.10 Dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales et charges à payer

La synthèse des dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales ainsi que les autres dettes en fin d'exercice, se présente comme suit :

Synthèse :

Dettes CEFA	Montant brut total	Échéances moins d'1 an	Échéances plus d'1 an
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	-	-	-
Emprunt et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 478 €	22 478 €	-
Dettes fiscales et sociales	116 877 €	116 877 €	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	7 214 €	7 214 €	-
Total	146 569 €	146 569 €	0 €

Toutes les dettes sont à moins d'un an.

Détail :

- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs CEFA	2024	2023
Fournisseurs collectifs	15 129 €	11 862 €
Fournisseurs factures non parvenues	7 349 €	9 542 €
Total	22 478 €	21 405 €

Les factures non parvenues concernent des factures du mois de décembre non encore reçues, à savoir : Groupe EVS (détachement de Y LE DOUSSAL), les impôts (taxe d'habitation locaux) et le Cabinet Bakertilly (Audit de comptes 2024)

- Les dettes fiscales et sociales se répartissent comme suit

Dettes auprès des organismes	2024	2023
Provision congés payés	34 933 €	27 396 €
Provision CET	25 171 €	27 791 €
Autres charges de personnel à payer	2 004 €	1 640 €
Charges sociale sur provision CP	19 006 €	12 966 €
Charges sociales sur provision CET	14 268 €	13 153 €
Autres charges sociales à payer	1 063 €	776 €
Impôt sur les bénéfices	2 284 €	1 384 €
MSA IDF	11 143 €	12 120 €
AGRICOLA	395 €	2 397 €
AG2R MUTUELLE	2 815 €	0 €
ETAT - Prélèvement à la source	1 474 €	1 361 €
Trésor public - TVA à payer	0 €	582 €
Trésor public - TVA collectée	700 €	300 €
Trésor public - Taxe sur les salaires	102 €	3 541 €
Trésor public - Taxe habitation appart	1 520 €	0 €
Total	116 877 €	105 407 €

➤ Les autres dettes

Autres dettes	2024	2023
Clients acomptes reçus	4 413 €	4 143 €
Notes de frais Personnel CEFA	-238 €	1 133 €
Divers charges à payer	2 801 €	0 €
Total	6 976 €	5 276 €

➤ Les dettes sphère CFDT

Dettes sphères CFDT	2024	2023
UPRA CFDT BRETAGNE	30 €	0 €
MILITANTS AUTRES	89 €	309 €
Total	119 €	309 €

3.11 Produits constatés d'avance

Néant

4 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Le résultat du CEFA s'élève à 340 447 € au 31 décembre 2024.

Résultat CEFA Synthèse	2024	2023	2022	2021
Exploitation	330 712,44 €	132 633,88 €	42 565,91 €	212 362,47 €
Financier	12 018,10 €	8 132,40 €	2 262,76 €	675,52 €
Exceptionnel	0,00 €	0,00 €	1 120,00 €	2 408,28 €
Impot sur les bénéfices	-2 284,00 €	-1 384,00 €	-279,00 €	-67,00 €
Total	340 447 €	139 382 €	45 670 €	215 379 €

4.1 Produits/charges et résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation du CEFA s'élèvent à 1 641 202 €.

Les produits se répartissent principalement sur la vente de services (formations), aux sessions de branche, d'un accompagnement d'audit et de la subvention allouée par la CFDT Agri Agro.

Ressources du CEFA :

Ressources annuelles CEFA	2024	2023
Expertises		
Accomp, Audit		
Prestation formation	1 056 040 €	753 808 €
facturation de frais annexes	50 431 €	27 955 €
Facturation des sessions de branche	493 992 €	441 160 €
Refacturation structures	1 388 €	0 €
Insertions publicitaires	7 000 €	7 000 €
Subvention formation syndicale CFESS	18 858 €	21 394 €
Subventions contrat apparentissage	2 000 €	0 €
Autres produits de gestion	2 208 €	562 €
Reprise / prov, dépréciation actif	6 935 €	10 229 €
Transfert de charges	2 349 €	2 258 €
Total	1 641 202 €	1 264 367 €

Les charges d'exploitation du CEFA s'élèvent à 1 310 489 €.

En effet, les postes les plus importants sont :

- Achats et charges externes pour 830 793 €
- Les salaires et les charges sociales pour 443 831 €

Détail des achats et charges externes

Charges annuelles CEFA	2024	2023
Carburant	1 872 €	888 €
Charges location appartement	12 349 €	11 746 €
Fournitures Bureaux / informatiques / équipements	1 717 €	2 157 €
Matériel publicitaire	3 286 €	6 930 €
Reprographie Interne / externe	5 992 €	7 731 €
Location Bolivar / parking / archives	37 936 €	39 475 €
Location véhicules / matériels	-334 €	1 181 €
Location salle	33 581 €	21 805 €
Maintenance informatique	17 627 €	13 883 €
Assurances multirisques	1 338 €	1 257 €
Documentations	795 €	2 736 €
Colloques	0 €	3 636 €
Frais dossiers divers	0 €	0 €
Personnels détachés + autres	37 241 €	47 373 €
Personnel intérimaire	8 707 €	0 €
Animateurs extérieurs formations CEFA	6 699 €	7 479 €
Honoraires divers / formations / comptes	42 060 €	26 137 €
Cadeaux	0 €	1 403 €
Catalogues / imprimés / transport divers	4 278 €	4 090 €
Hébergements / repas / déplacements SN/SF	32 957 €	22 893 €
Hébergements / repas / déplacements SA/ST	30 425 €	26 040 €
Hébergements / repas / déplacements Autres	3 098 €	675 €
Hébergements / repas / déplacement (Domicile à Paris)	27 906 €	16 987 €
Hébergements / repas / déplacement stagiaires	508 396 €	447 940 €
Missions réceptions	2 455 €	1 075 €
Frais postaux	4 715 €	3 490 €
Portable / tél / internet	4 734 €	4 316 €
Services bancaires	741 €	439 €
Cotisations autres structures	220 €	234 €
Total	830 793 €	723 995 €

Le résultat d'exploitation du CEFA s'élève à **330 712 €**.

4.2 Produits financiers et charges financières

Le résultat financier est constitué uniquement de produits financiers, c'est-à-dire des intérêts financiers au 31/12/2024 pour un montant de **12 018 €**.

4.3 Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Néant

4.4 Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'élève à **2 284 €** et correspond aux produits financiers de l'exercice, assujettis au taux réduit de 24 %.

4.5 Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Le CEFA n'a recours à aucune forme de bénévolat ou autre contribution volontaire en nature pour le fonctionnement de sa structure.

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Effectif au 31 décembre 2024

Au 31 décembre 2024, l'effectif du CEFA compte 6 équivalents temps plein.

Contrat	Femme	Homme	Total général en ETP
CDI	2	3,64	5,64
Détaché	0	0	0
Total général	2	3,64	5,64

Sur 2024, nous avons

- renforcer le poste d'assistante de formation par une alternante pour une durée de 2 ans
- fait appel également à 1 formateur extérieur (Convention de mise à disposition), Yannick LE DOUSSAL pour 8 jours

5.2 Engagements hors bilan donnés

L'exercice 2024 ne constate aucun engagement hors bilan donné.

5.3 Engagements hors bilan reçus

L'exercice 2024 ne constate aucun engagement hors bilan reçu.

5.4 Parties liées entre FGA et CEFA

Le solde des échanges CEFA/FGA se présente comme suit :

Dettes du CEFA envers la FGA	23 148 €
Créances du CEFA vers la FGA	45 093 €
Solde de compte	-21 945 €

Mise à disposition de personnel	Charges	37 241 €
Frais de fonctionnement	Charges	175 172 €
Formation syndicale & frais induits	Produits	261 413 €

Les flux liés aux sessions de branche (UPF Services, UPF Production Agricole et UPF Transformation) représentent la somme de 493 992 € en produits au même titre que les charges.

5.5 Compte épargne temps

Nbre de jours au 31/12/2024	Nbre de salariés concernés	Coût total
146	4	39 439 €

Le compte ARIAL Assurance est le support sur lequel est versé la trésorerie correspondante à ce CET.

5.6 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature

Il est précisé que les membres du conseil d'administration du CEFA ne sont pas rémunérés par l'association du CEFA.

Les cadres dirigeants bénévoles et salariés sont à la charge de la FGA-CFDT et ne sont pas à la charge de l'association du CEFA.

5.7 Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, il est précisé que le montant des honoraires du commissaire aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes de l'exercice 2024 ressort à 6 552 € TTC.

